



La mouvance présidentielle
et ses alliés s'inquiètent

Hadja Nantou Chérif n'a plus d'influence sur Alpha Condé

Page 2



Meilleur chanteur
de l'année

Petit Kandia reçoit le Trophée Mory Kanté

Page 11

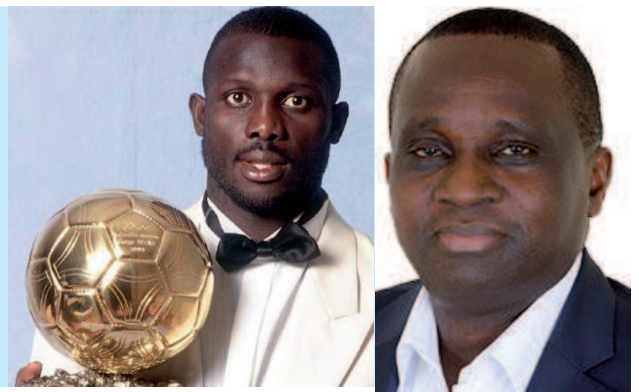
le populaire

le journal qui vous ressemble

Hebdomadaire guinéen d'information générale ● N°541 ● LUNDI 26 DÉCEMBRE 2016 ● 3000 FG ● Fondateur Diallo A. Abdoulaye Tél: (00224) 655 404 294

Georges Weah chez Antonio Souaré

La rencontre de deux légendes vivantes du football africain



Arrêté et emprisonné à la demande
de Conakry, Dakar va livrer
Toumba Diakité **Pages 2, 3 & 4**

Une bonne note pour la justice guinéenne

Comité de suivi de
l'Accord politique

La surprenante attitude d'Aboubacar Sylla

Page 3



Aboubacar Sylla, porte-
parole de l'opposition

La mouvance vers
les communales

Le PRP de Rafiou Sow étaie ses ambitions

Page 5



Rafiou Sow,
président du PRP

LIBRE TRIBUNE/

La garde-à-vue pour les nuls

Par Mohamed Diawara,
juge d'Instruction de
Kérouané

Page 4



Confidences PUBLIQUES

Hadja Nantou n'a plus d'influence sur Alpha Condé: la mouvance s'inquiète

Alerte! Les formations alliées à la mouvance présidentielle suivent avec intérêt les derniers développements de la situation interne au Rpg Arc-en-ciel. Si leurs interlocuteurs ne prêtent pas une oreille attentive à leurs propositions, il est à craindre qu'un groupe d'alliés fassent exploser la colère dans les prochains jours en prenant la décision «de suspendre toutes leurs activités au sein de la mouvance présidentielle et ce, jusqu'à nouvel ordre». Raison invoquée: la coordinatrice nationale Hadja Nantou Chérif n'exerce plus l'influence qu'on lui connaît sur leur allié électoral de président de la République. Pis encore, les alliés accusent Alpha Condé de n'avoir aucune considération vis-à-vis d'eux à cause du fait qu'il peine encore à honorer ses engagements.

L'an 6 de Condé ou le bilan du régime le plus corrompu de la planète Ouest-africaine

Le régime du général Lansana Conté (3 avril 1984 - 22 décembre 2008) a eu son bilan mi-figue, mi-raisin. Mais celui d'Alpha Condé est encore plus inquiétant. En effet, les rares soutiens à son avènement au pouvoir et qui espéraient un changement notable dans la façon de gérer les deniers publics sont déçus, ébahis. Le régime Condé s'est vu décerner la palme du plus corrompu de la planète ouest-africaine. Aucune année ne passe sans qu'un énorme scandale ne soit révélé à l'intérieur ou à l'extérieur du pays. Malgré l'espoir suscité par les milliards investis dans la construction du barrage de Kaléta, les coupures intempestives du courant électrique dans la capitale ont repris de belle. Le populo tire le diable par la queue. La mal-vie entretenue par la dèche, elle-même due à la corruption qui n'est plus une affaire d'avidés nationaux mais d'experts venus de tous les horizons de la planète comme à un festin de rapaces. Les affaires Palladino, les dossiers des 700 millions de dollars de Rio Tinto en disent long. Les fonds volés qui sont interceptés dans des aéroports comme récemment à Roissy et à Dakar, prouvent que le général Lansana Conté, géniteur d'une démocratie inachevée est mieux que le professeur de droit se prévalant d'un demi-siècle de combat pour être à la tête du pays.

Toumba arrêté au Sénégal après 7 de cavale Bonne note pour la justice guinéenne

Le fugitif **Toumba** a été arrêté à Dakar. Dans les prochains jours, il sera remis aux autorités judiciaires guinéennes. Un événement qui lève un coin du voile sur le dossier 28 septembre.

Tout débute dans la nuit du 23 décembre 2008, après la mort du général Lansana Conté quand la Guinée a enregistré son second coup d'Etat après celui du 3 avril 1984.

Des militaires pour la plus part méconnus jusque-là du grand public s'emparent du pouvoir. Ils dissolvent toutes les institutions et mettent en place le Conseil national pour la démocratie et le développement (CNDD). Un certain capitaine Moussa Dadis Camara est désigné par ses pairs pour assurer la transition. Celui-ci se fait entourer de ses hommes de confiance dont Aboubacar Sidiki Diakité, son aide de camp qu'il couvrait d'éloges. Le putsch est plutôt bien accueilli parmi les populations qui adhèrent massivement à la cause du CNDD.

Rassuré de la confiance inébranlable du peuple, Dadis s'offre de bain de foule et prend goût à rester au pouvoir. En 2009, il commence à faire

apparaître des velléités de se maintenir. Quand on le lui reproche, il se défend en disant que «personne ne naît militaire» et «si je veux, je peux me présenter». C'est la goutte d'eau qui va aussitôt déborder le vase. Les forces vives de la nation (acteurs politiques et sociaux) tentent de lui barrer la route. Elles appellent à une forte mobilisation des citoyens le 28 septembre 2009 au stade éponyme.

Toumba, bouc-émissaire ?

Des milliers de personnes répondent à l'appel des leaders et le lieu de ralliement est bondé de gens. Dépassé par l'événement, Dadis veut étouffer la mobilisation. Il ordonne sa garde de réprimer la foule. Ce fut le pire massacre que la Guinée n'ait jamais connu. On dénombre 157 morts, des femmes violées, des blessés graves et des portés disparus. Face à l'indignation de la communauté nationale et



L'évolution du dossier massacre du 28 septembre avec l'arrestation d'Aboubacar Sidiki Diakité dit Toumba (ici en boubou) est une bonne nouvelle pour la justice guinéenne et le ministre Me Cheick Sako.

Satisfaction des victimes

L'arrestation d'Aboubacar Sidiki Diakité dit Toumba satisfait les victimes du massacre du 28 septembre 2009 qui souhaitent la tenue du procès dans cette affaire en 2017. Pour la présidente de l'Association des victimes, parents et amis du 28 septembre (AVIPA), **Mme Asmaou Diallo**, cette arrestation est très importante pour les victimes qui ont toujours attendu ce jour. «Aujourd'hui, il a été arrêté au Sénégal et j'espère que la Guinée pourrait faire les démarches pour qu'il rentre dans son pays». «Ce n'est pas parce que ça va changer quelque chose», indique Mme Diallo. Mais,



Mme Asmaou Diallo (Avipa).

estime-t-elle, «ça va aider les enquêtes et la tenue du procès». Elle souhaite que «tous ceux qui sont impliqués dans cette affaire soient entendus» et que le procès se tienne ici en Guinée et non à la CPI.

Par A.M.D.

internationale, le chef de la junte veut faire porter le chapeau à Aboubacar Sidiki Diakité dit Toumba. Dans le tumulte, s'engage un bras de fer entre lui et son aide de camp qui lui tire balle sur la tête le 3 décembre 2009.

Le capitaine est évacué d'urgence au Maroc. C'est la purge. Les règlements de compte font des victimes dans l'armée. Après ses soins au royaume chérifien, Dadis est envoyé à Ouagadougou au Burkina Faso où il séjourne toujours. Et depuis ce jour, Toumba est en cavale. C'est ainsi que le 3 décembre 2009, le général Sékouba Konaté surnommé El Tigre, ministre de la Défense d'alors, est choisi pour achever la transition. Il organise la fameuse élection présidentielle de 2010 qui donne Alpha Condé vainqueur au second tour.

Malgré le mandat d'arrêt émis en 2010 par les autorités guinéennes, Toumba continue d'accorder des interviews aux médias internationaux. «La démocratie m'avait trahi et lui aussi (Dadis) d'ailleurs en

voulant me faire porter le chapeau sur cette affaire. Cet acte de trahison m'a poussé à agir ainsi. Je ne pouvais pas être seul responsable de tout cela», avait-il dit sur RFI tout en révélant avoir conclu un marché avec des instigateurs pour faire tomber Dadis, notamment Alpha Condé, l'actuel président de la République à qui, il réclame une rançon estimée à 9 milliards de FG.

Toumba entendu

Après plusieurs années de cavale, Toumba est enfin arrêté au Sénégal. Il est présenté lundi 19 décembre devant un juge et une procédure est ouverte. Dans une interview accordée à *Senenews.com*, le commandant Issa Diack, chef de la section de recherches de Dakar explique les circonstances dans lesquelles le fugitif a été arrêté. «Effectivement, le commandant Aboubacar Sidiki Diakité dit Toumba a été interpellé par la Gendarmerie natio-

Suite à la page 3

le populaire

5 avenue Manquepas, immeuble Baldé Zaïre, Kaloum, Conakry, Guinée
Récépissé N°797/PR/TPI/C Modifié par le N°65/PR/TPI/C du 18/01/02

le populaire Magazine

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Mady Bangoura
+224 664 294 851
bangouramady@gmail.com

REDACTEUR EN CHEF

Abdoul Malick Diallo
+224 655 620 085
secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com

SECRÉTAIRE GÉNÉRALE

Aissatou Diallo
+224 664 888 237
secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com

CHRONIQUEURS

Lamarana Diallo
lmdiallofb7@gmail.com

Marie Paule Huet
mariepaulehuet@gmail.com

Philan Traoré
bmphilantraore@gmail.com

IMPRESSION

Imprimerie du Centre
+224 664 290 063
imprimerieducentre@gmail.com

EDITEUR, ADMINISTRATEUR DES PUBLICATIONS

Diallo Alpha Abdoulaye
+224 655 404 294 / 622 971 896
lepopulaireconakry@gmail.com

CONSEILLER

Alain Rivière

E-MARKETING

Ahmed Tidiane Diallo
tidiani83@gmail.com

PUBLICITÉ

sandrine.lepopulaireconakry@gmail.com

Suite de la page 2

nale sénégalaise. Nous avons dû le tracer un certain moment pour être sûr que c'était bien notre homme parce que morphologiquement, il avait grandement changé. Nous avons pu le cueillir dans un appartement qu'il louait à Ouakam. Bien entendu, la suite qui sera réservée au dossier reste maintenant à la discrétion des autorités judiciaires sénégalaises, en liaison avec leurs homologues guinéennes». Toumba est placé sous mandat de dépôt en attendant la demande d'extradition de la Guinée. Une arrestation qui marque la fin de la cavale pour Aboubacar Sidiki Diakité au grand plaisir des victimes. Mais question: La Guinée dispose-t-elle des conditions de sécurité requise pour extraditer et juger Toumba ainsi que Dadis ? On verra bien.

Par Abdoul Malick Diallo

L'opposition avertit...

Le porte-parole de l'opposition et président de l'UFC a réagi avec satisfaction à l'arrestation de Toumba Diakité tout en émettant quelques inquiétudes. Aboubacar Sylla explique que l'arrestation de Toumba constitue une avancée dans le processus de préparation du procès dans l'affaire du 28 septembre 2009 qui se fait tant attendre.

«Nous espérons que son extradition ne va pas tarder et que quand il va arriver en Guinée, il sera placé dans les conditions de sécurité requises. Nous ne voulons pas d'un principal accusé ou d'un témoin qui disparaîtrait avant le procès par suite de courte maladie ou par suite de tentative d'évasion. Nous voulons une personne qui va être là à son procès».

Il met en garde contre le gouvernement qu'il soupçonne de passer par des manœuvres dilatoires pour ne pas tenir le procès en 2017. Dans ce cas, il prévient que c'est «toute la Société civile nationale et internationale, les partis politiques et les citoyens guinéens devraient se lever pour que ce dossier soit transféré au niveau de la CPI. Car, un tel retard voudrait dire qu'il y a une volonté politique de ne pas organiser ce procès. Non pas parce que les magistrats n'ont pas la compétence requise et peuvent organiser ce procès si on leur donne l'indépendance nécessaire et qu'ils soient dotés de moyens requis. Hélas! Il n'y a aucune volonté politique et aucun moyen n'est mis à la disposition des magistrats».

M. Sylla se demande pourquoi c'est plutôt le ministre de la Justice qui relève du gouvernement qui parle du dossier du 28 septembre, mais non pas les magistrats. Alors qu'il fait partie de l'Exécutif et non du système judiciaire. «On n'entend jamais un procureur sur le sujet et encore moins un juge d'instruction. C'est un procès qui est en train d'être programmé par l'Exécutif. Ceci amène les uns et les autres à s'interroger sur la démarche».

Par A.M.D.

Comité de suivi de l'Accord politique La surprenante attitude d'Aboubacar Sylla

Le député Amadou Damaro Camara fustige l'attitude du porte-parole de l'opposition.

Selon le patron de la majorité parlementaire, Aboubacar Sylla n'est jamais présent aux réunions du Comité et passe son temps à se prononcer sur tout.

«Aboubacar Sylla n'est jamais à l'Assemblée et n'a jamais réuni une réunion de son comité. Il ne fait que se prononcer sur tout. C'est lui qui disait à ce comité que c'est un travail qui serait satisfait en quelques jours ou c'est un travail qui peut finir en quelques heures. Et il se rend compte qu'il ne fait qu'apporter des solutions politiques à tout. C'est ça son problème », affirme Damaro qui jure qu'Aboubacar Sylla ne fait que dire des choses «à la volée» sans participer à rien. D'ailleurs, laisse entendre Damaro, «demandez-lui à combien de réunions il a participé dans ce comité de suivi».

Pour lui, le porte-parole de l'opposition fait des sorties

médiatiques sans même en mesurer la portée. «Moi, je ne fais pas de déclarations juste pour les faire. Mais, lui, il dit ce qu'il veut, où il veut sans se soucier même de sa probité morale ou intellectuelle. Moi, je ne vais pas dans des agitations politiques », assure-t-il, avant de conclure qu'il faut être «sérieux dans le travail pour voir toutes les choses en face».

La réplique cinglante d'Aboubacar Sylla

Les charges de l'honorable Damaro Camara n'ont pas laissé indifférent le député Aboubacar Sylla.

Cela prouve à suffisance, réagit-il, qu'il nourrit une «haine» qui ne dit pas son nom à son égard. «Quand il va dans les médias, au lieu de se camper dans les débats d'idées qui caractérisent le fonctionnement de toute démocratie, lui, il est obsédé par le problème de personnes. Damaro est parti jusqu'à dire que je ne participe

pas aux travaux du comité de suivi alors que c'est moi qui rend compte aux médias du déroulement des réunions du comité », recadre M. Sylla, et d'ajouter qu'il ne veut pas rentrer dans les débats de personnes.

«Cela ne m'intéresse pas. Je reste au niveau des débats d'idées. Je ne vais même pas répondre à ces attaques personnelles sans importance. C'est devenu une pathologie chez lui.»

M. Sylla estime que la Guinée a besoin des débats d'idées pour trouver des solutions aux problèmes, pas le contraire. «Là où il est aujourd'hui normalement, il devrait faire des débats un peu plus élevés parce que tout ce qu'on fait, on le fait pour le peuple de Guinée. Ce que je constate, c'est qu'il est obsédé par la haine envers moi et il faut à tout moment qu'il l'exprime y compris par des mensonges qui sont faciles à démonter.»

Par Aissatou Diallo

Ils ont dit

Alpha Condé, chef de l'Etat: «J'avais pris l'engagement avec l'ancien Premier ministre Saïd Fofana qu'il verra comment Forécariah va être transformée. (...) Forécariah a beaucoup de chances. Je vous informe que la route Conakry-Forécariah va être construite en 2017 avec la BAD.»



Cheick Sako, ministre d'Etat, ministre de la justice, garde des Sceaux: «On avait l'adresse précise de Toumba Diakité au Sénégal. (...) Il était entre la France, le Maroc, la Gambie et le Sénégal.»



Fodé Oussou Fofana, Vice-président de l'Ufdg: «Mouctar Diallo est venu demander à Elhadj Cellou Dalein Diallo de l'aider à être député.»

Dossier massacres du 28 septembre

“Pas de raison que le Sénégal refuse de livrer Toumba”

La coopération judiciaire guinéo-sénégalaise vient de porter fruit en débouchant sur l'arrestation à Dakar de l'ex-aide de camp du capitaine Dadis Camara en fuite depuis le 4 décembre 2009.

Le lieutenant Aboubacar Sidiki Diakité, dit Toumba, a été interpellé et placé en détention le 16 décembre à Dakar. Une information qui ne surprend guère le ministère de la Justice, garde des Sceaux, même si beaucoup d'années se sont écoulées depuis l'émission d'un mandat d'arrêt international contre celui qui est cité au premier plan dans le massacre du 28 septembre 2009, et qui a voulu attenter à la vie de son mentor de président sur qui il a ouvert le feu.

Par la voix de son responsable de la Communication, le ministère dirigé par **Me Cheick Sako** évalue cependant la portée du dossier.

«Au ministère de la Justice, on n'est pas surpris de son arrestation. (...) Je ne voudrais trop en parler, parce qu'il s'agit d'un dossier sensible. Mais je répéterai ce que le ministre d'Etat, ministre de la Justice, garde des Sceaux a eu à dire à l'Assemblée nationale lors de la session budgétaire. C'est que la procédure d'information judiciaire est presque bouclée. Il ne restait plus qu'une seule personne à entendre parmi les



Aboubacar Toumba Diakité

personnes plus ou moins identifiées. Les juges d'instruction guinéens auront l'occasion de boucler cette information judiciaire, pour qu'en 2017, on entre dans la phase. On a fait près de 5 à 6 ans dans la phase préparatoire du jugement et dans la phase d'information judiciaire. Nous allons bientôt entrer dans la phase du jugement proprement dit», soutient Ibrahima Béavogui.

A la question de savoir si on peut s'attendre à une extradition en Guinée du lieutenant Aboubacar Sidiki Diakité, la réponse de M. Béavogui est sans équivoque.

«Cela va de soi. Parce que quand il y a un mandat d'arrêt international, il y a des questions préjudicielles qui se posent, des questions liées soit à l'ordonnancement juridique dans le pays, liées soit à des peines de mort ou à autre chose. Si ces questions sont réglées, il n'y a pas de raison qu'on ne l'extrade pas dans le pays qui le demande », clarifie-t-il.

Conscient du déficit budgétaire dans la conduite à bon port de ce dossier, **Ibrahima Béavogui** fonde son espoir sur l'assistance extérieure en vue de réussir le défi qui interpelle la justice guinéenne.

«C'est vrai que nous n'avons pas assez de moyens. Mais la

Guinée s'est rendue compétente pour régler cette affaire. Elle va se battre pour avoir les moyens avec l'assistance internationale. Parce qu'aujourd'hui, si Toumba est arrêté, ce n'est pas parce qu'il y a eu la prouesse des juges guinéens. Il y a eu la coopération internationale qui a fait que cette personne est arrêtée aujourd'hui. Ça veut dire que dans le même cadre de la coopération internationale, on assistera la Guinée. Mais en tout état de cause, c'est que la Guinée a décidé que le jugement se fasse ici », conclut l'invité de la radio Espace FM.

Par Mady Bangoura

**ACTU
CONAKRY**

LA RÉFÉRENCE DE L'ACTUALITÉ GUINÉENNE SUR LE WEB



L'information guinéenne, c'est sur
www.actuconakry.com
Tel: +224 622 56 56 67
+224 657 36 36 26
E-mail : actuconakry@gmail.com

Vite dit...

Toumba, le tueur et l'homme témoin

Arrêté et interné au pénitencier de Rebeuss, Aboubacar Sidiki Diakité dit Toumba, ancien aide de camp du capitaine-patriote Dadis Camara (au pouvoir de décembre 2008 à janvier 2009) attend d'être livré à Conakry. C'est une réalité. Comme le capitaine-patriote Dadis, il fait partie des principaux présumés auteurs du massacre du 28 septembre 2009, mais pas seulement. Il était recherché depuis la commission de l'acte du 3 décembre 2009 au camp Koundara redevenu camp Joseph Makambo Loua (du nom de l'autre aide de camp assassiné au même endroit pendant qu'il tentait de sauver Dadis). D'où la question : Quelle sécurité pour Toumba l'accusé de crime contre l'humanité, et le soldat Diakité qui a avoué tenter d'assassiner l'homme du 23 décembre 2008 ?

En plus, le désormais célèbre prisonnier guinéen de Rebeuss au Sénégal a rajouté à sa situation, déjà très délicate de prévenu de justice, des déclarations par voie de presse mettant gravement en cause la vertu, le courage et le talent de l'opposant historique Alpha Condé dans la supposée rançon de 9 milliards de FG ayant servi à l'exécution du projet d'assassinat du capitaine-patriote Dadis. Tout cela réuni laisse présager que le *wanted* (fugitif) avait bénéficié de complacités pour se glisser à travers Conakry où il était recherché mort ou vif, et trouver bonne cachette en Casamence dans la région sud du Sénégal, avant de s'établir quelques années après sous fausse identité à Ouakam dans la capitale Dakar.

Les services de renseignements sénégalais qui le tenaient à l'œil ont rempli leur devoir historique, celui de le conduire sain et sauf au cachot, sans égratignure aucune.

Reste maintenant à savoir si les autorités du Sénégal, de la Guinée, ainsi que les grands décideurs de ce monde vont daigner lui accorder la protection vitale (qui doit être la sienne) afin de laisser librement la justice guinéenne suivre son dossier sans trembler et sans prendre peur voire sans avoir à gérer des interférences extérieures qui font que malgré tous les efforts d'indépendance consentis depuis quelques décennies une majorité de guinéens doute encore de sa probité à tenir un procès juste et équitable sur ces deux dossiers hautement sensibles dans lesquels le prévenu Aboubacar Toumba Diakité n'est pas à prendre pour un assoiffé de sang devenu le tristement célèbre meneur d'une bande d'assassins et de voleurs en masse. Non plus pour un judas qui s'est recyclé en impitoyable chasseur de primes dans la forteresse de l'ex-camp Koundara (la caserne de la garde présidentielle), mais à la fois comme acteur et témoin privilégié dont la contribution pourrait aider à la manifestation de la vérité.

Pour les 157 morts du stade, les portés-disparus, les violées, les mutilés à vie, les victimes collatérales, et pour l'histoire, il faut sauver Toumba d'un règlement de compte extrajudiciaire pouvant de conduire de vie à trépas.

Par Diallo Alpha Abdoulaye

Libre Tribune

La garde-à-vue pour les nuls

Le juge de Kérouané explique que «*La garde-à-vue est une mesure privative de liberté, d'une durée strictement limitée qui reste sous le contrôle permanent de l'autorité judiciaire*». Et apporte des éclaircissements. Bonne lecture !

Les magistrats devant se prononcer de plus en plus sur les mesures de garde-à-vue, la nouvelle loi N° 2016/060/AN du 26 Octobre 2016 portant Code de procédure pénale (CPP), a abondamment amélioré cette notion dont la maîtrise et le respect interpellent tout le monde (magistrats, auxiliaires de Justice, professionnels de Droit, Justiciables...). Si le public comprend intuitivement l'expression "garde-à-vue", il est important qu'il sache que seul un officier de police judiciaire peut, d'office ou sur instruction du Procureur de la République, placer une personne en garde-à-vue. (1er alinéa de l'article 87 du nouveau CPP).

Les agents de police judiciaire (les militaires de la gendarmerie et les membres des forces de police), bien que secondant les officiers de police judiciaire, dans l'exercice de leurs fonctions, n'ont pas la qualité pour décider des mesures de garde-à-vue à votre encontre.

Dès que vous êtes soupçonné d'avoir commis ou tenté de commettre un crime ou un délit, vos droits liés à la garde-à-vue naissent au moment même où vous êtes maintenu à disposition, sous contrainte, évidemment dans le cadre d'une enquête judiciaire menée par les officiers de police judiciaire.

Vous êtes cependant considéré comme innocent jusqu'à ce que la preuve de votre culpabilité soit rapportée et retenue par un tribunal.

D'après le professeur Jean-Paul DOUCET, Ancien titulaire de la rubrique de Droit criminel à la Gazette du Palais, cette mesure doit avoir pour but la recherche de la vérité et la protection de l'enquête mais peut aussi servir à « apaiser le trouble social en montrant que les pouvoirs publics s'informent sur l'infraction qui vient d'être commise ».

La garde-à-vue est une mesure privative de liberté, d'une durée strictement limitée qui reste sous le contrôle permanent de l'autorité judiciaire. Le fait de s'y soustraire constitue une évasion, et sévèrement réprimée par la nouvelle loi N° 2016/059/AN du 26 Octobre 2016 portant Code Pénal, en son article 741. S'inscrivant en droite ligne de la réforme du secteur judiciaire, la nouvelle loi N° 2016/060/AN du 26 Octobre 2016 portant Code de procédure pénale (CPP), a grandement modifié le régime de la garde-à-vue.

Régie par les dispositions des articles 83, 84 et suivants du nouveau CPP, la garde-à-vue s'exécute sous le contrôle du Procureur de la République. Entendons par cette notion, une mesure de contrainte décidée

par un officier de police judiciaire (OPJ), sous le contrôle de l'autorité judiciaire, par laquelle une personne à l'encontre de laquelle il existe une ou plusieurs raisons plausibles de soupçonner qu'elle a commis ou tenté de commettre un crime ou un délit puni d'une peine d'emprisonnement est maintenue à la disposition des enquêteurs (article 85 alinéa 1er du nouveau Code de Procédure Pénale Guinéen).

Sachez a priori que les raisons plausibles vous maintenant en garde-à-vue dont il est fait allusion, ne doivent pas réunir toutes les qualités de la preuve définitive, mais elles doivent constituer des éléments sérieux et dignes, si elles sont vérifiées et si elles ne sont pas contredites ultérieurement, de devenir une preuve et de fonder la conviction du juge dans le cadre d'un procès pénal.

Peuvent, par exemple, constituer des raisons plausibles dans ce cadre, les résultats d'une perquisition, les déclarations d'un témoin, ou encore des images pertinentes et vérifiées.

Ce faisant, l'officier de police judiciaire (OPJ) apprécie souverainement le moment à partir duquel de telles raisons existent. Dès que ces dernières sont réunies, le procédé de garde-à-vue devient obligatoire. Si la garde-à-vue constitue indéniablement une étape importante de l'enquête, elle présente également un grand intérêt pour la personne visée. En effet, Pour réduire les risques de violation en la matière, la nouvelle loi susmentionnée attache du prix au respect des conséquences juridiques, parmi celles-ci, il y a, notamment :

- Le droit de ne pas être frappé, injurié ou humilié, en respect de l'éthique et la déontologie de la profession d'officier de police judiciaire. Devant des actes de brutalités, d'injures ou d'humiliations de la part d'un Officier de Police Judiciaire, vous ne pouvez répondre à ces actes. Vous devez porter plainte contre l'Officier de Police Judiciaire auprès du Procureur de la République.

- La durée de votre garde-à-vue ne peut excéder 48 heures. Toutefois, conformément au nouveau Code de Procédure Pénale (article 885), elle peut, à titre exceptionnel, faire l'objet de deux prolongations supplémentaires de 48 heures chacune, si les nécessités de l'enquête l'exigent, et si la prolongation de cette mesure à votre encontre est l'unique moyen de parvenir à l'un au moins des objectifs suivants :

1. permettre l'exécution des investigations impliquant votre présence ou votre participation ; 2. garantir votre présentation devant le procureur de la

Par Mohamed DIAWARA
Juge d'Instruction de Kérouané
Tél. : 00224 624 094 909



République afin que ce magistrat puisse apprécier la suite à donner à l'enquête ;

3. empêcher que vous ne modifiez les preuves ou indices matériels ;

4. empêcher que vous ne fassiez pression sur les témoins ou les victimes ainsi que sur leur famille ou leurs proches ;

5. empêcher que vous ne vous concertiez avec d'autres personnes susceptibles d'être vos coauteurs ou complices ; 6. garantir la mise en œuvre des mesures destinées à faire cesser le crime ou le délit.

- Ces prolongations sont autorisées, par décision écrite et motivée, soit, à la requête du procureur de la République, soit par le juge d'instruction.

Lorsque la première prolongation est décidée, vous êtes examiné par un médecin désigné par le procureur de la République, le juge d'instruction ou l'officier de police judiciaire.

Le médecin délivre un certificat médical par lequel il doit notamment se prononcer sur votre aptitude au maintien en garde-à-vue, qui est versé au dossier.

- Vous êtes avisé par l'officier de police judiciaire du droit de demander un nouvel examen médical.

Ces examens médicaux sont de droit d'où le respect de l'esprit de l'article 100 du nouveau CPP qui dispose que « la garde-à-vue doit s'exécuter dans des conditions assurant le respect de la dignité de la personne ».

Seules peuvent être imposées à la personne gardée-à-vue les mesures de sécurité strictement nécessaires ».

- Vous devez également savoir que la mesure de garde-à-vue à votre encontre n'est possible que pour les crimes et délits punis d'une peine d'emprisonnement. Bien sûr, après avoir constaté qu'il existe une ou plusieurs raisons plausibles de vous soupçonner d'avoir commis ou tenté de commettre une infraction.

- L'officier de police judiciaire doit informer le procureur de la République par tout moyen, de votre placement en garde-à-vue dès le début de la mesure.

La jurisprudence considère que, sauf circonstance insurmontable, un retard dans l'information donnée au procureur de la République constitue une irrégularité.

- Si vous n'êtes qu'un témoin c'est-à-dire, il n'existe aucun indice faisant présumer que vous avez commis ou tenté de commettre une infraction, vous ne pouvez être retenu que le temps strictement nécessaire à votre audition (sans que cette durée puisse excéder quatre heures), sans garde-à-vue.

- Vous êtes agent diplomatique, ambassadeur ou consul, la garde-à-vue est inexécutable à votre égard ainsi que votre famille. Il en est de même des membres d'organisations internationales, et enfin, le Président de la République. C'est aussi le cas pour les

députés sauf en cas de flagrant délit ou si le Parlement vote la levée de l'immunité.

- Enfin, lorsque la personne gardée à vue est un mineur de 13 à 18 ans, l'officier de police judiciaire doit la retenir dans un local spécial isolé des détenus majeurs c'est pourquoi, les services publics destinés aux gardes-à-vue doivent comporter des locaux séparés destinés, les uns aux personnes de sexe masculin majeures, d'autres aux personnes de sexe féminin majeures, d'autres encore aux personnes de sexe masculin mineures ainsi que d'autres aux personnes de sexe féminin mineures.

- Vous devez être informé de vos droits, de la nature de l'infraction sur laquelle porte l'enquête, ainsi que de votre droit d'être assisté par un avocat choisi par vous ou, à votre demande, désigné d'office par le bâtonnier de l'ordre des avocats ; vous êtes informé que les frais seront à votre charge sauf si vous remplissez les conditions d'accès à l'aide juridictionnelle, qui vous sont rappelées par tout moyen ; vous pouvez accepter expressément de poursuivre l'audition hors la présence de votre avocat ; de la possibilité de bénéficier, le cas échéant gratuitement, de conseils juridiques dans une structure d'accès au droit.

- Vous avez également le droit de faire prévenir, par téléphone, une personne avec laquelle vous vivez habituellement ou l'un de vos parents en ligne directe, l'un de vos frères et sœurs ou votre curateur ou votre tuteur de la mesure dont vous êtes l'objet. Vous pouvez en outre faire prévenir votre employeur.

- Lorsque vous êtes de nationalité étrangère (Ivoirien, Congolais, Haïtien etc...) vous pouvez faire contacter les autorités consulaires de votre pays.

- Si l'officier de police judiciaire (OPJ) estime, en raison des nécessités de l'enquête, ne pas devoir faire droit à cette demande, il en réfère sans délai au procureur de la République qui décide, s'il y a lieu, d'y faire droit.

- Vous avez le droit, lors des auditions, après avoir décliné votre identité, de faire des déclarations, de répondre aux questions qui vous sont posées ou de se taire. Cela n'empêche cependant pas l'OPJ de poser les questions qu'il juge nécessaires, même si vous refusez d'y répondre. Pour rendre les informations compréhensibles et complètes, si vous ne parlez pas la langue officielle qui est le Français (en République de Guinée), il est fait recours à un interprète qui traduira toutes les questions et toutes vos réponses.

A l'issue de votre garde-à-vue, vous êtes, sur instruction du procureur de la République sous la direction duquel l'enquête est menée, soit remis en liberté, soit déféré devant ce magistrat.

Mohamed DIAWARA
Juge d'Instruction de Kérouané
(Tél : 624094909)

Pour une participation active de la mouvance présidentielle aux communales

Le PRP de Rafiou Sow étale ses ambitions

Le Parti du renouveau et du progrès (PRP) se prépare activement pour prendre part aux élections communales annoncées pour février 2017. Même si son président émet des doutes quant au respect de cette date, Rafiou Sow se dit sans doute presque prêt. « Nous, nous pensons plutôt que nous pourrions peut-être avoir les élections au mois de mai ou juin. Nous aurions même souhaité avoir des élections couplées, notamment avec les élections communales et bien sûr avec l'élection des présidents des conseils de quartiers et de districts. Et aussi cela permettrait à la CENI de bien se préparer, parce que nous savons que cette CENI est défaillante. Donc, il faut la suivre, et éventuellement l'assister. Si non, nous au PRP, nous sommes prêts », rassure l'opposant. Présent depuis deux mois environ dans les différents

quartiers, districts et communes rurales du pays, le PRP, par la voix de son leader déclare être passé dans plusieurs quartiers et communes rurales en provinces, notamment à Mamou. « Nous en avons fait autant à Kindia où nous allons retourner bientôt. Et surtout dans la commune de Ratoma, à Conakry. Nous organisons des rencontres avec des jeunes pour parler des différentes problématiques de la jeunesse et de la femme guinéennes. Parce que nous estimons qu'avant d'aller aux élections, il faudrait qu'on s'enquière des problèmes qui assaillent nos concitoyens à la base. A cause de la récession économique mondiale, le guinéen vit difficilement. Donc, nous devons connaître les problèmes de ce peuple en vue de pouvoir lui faire des propositions », étale M. Sow en termes de stratégies de conquête de l'électorat.

Fort du “poids” qu'il pèse à Kaloum et da sa “forte” implantation à Dixinn, Matam, Matoto et un peu partout, le parti veut mettre un accent particulier sur Ratoma surtout où il entend relever un seul défi : « celui de prouver que nous comptons nous autres. Parce que nous réalisons que chacun s'attribue la paternité de cette commune. En quelque sorte, ça va être les premières élections pour le PRP, même si nous avons participé à d'autres élections, mais en alliance avec d'autres formations politiques. Il est vrai qu'à des endroits, nous irons en alliance. Mais à d'autres endroits, nous irons sur notre propre liste ». Pour l'instant, dévoile Rafiou Sow, le bureau politique national est penché sur cela. « Ce n'est pas du tout compliqué. L'autre raison qui a motivé le fait qu'on ait débuté par Ratoma est que moi personnellement, président du PRP, je suis un

citoyen guinéen, mais aujourd'hui établi à Ratoma, sans oublier de préciser qu'il y a ma commune natale de Fria où nous pesons lourds également. » Le fait d'être un allié électoral d'Alpha Condé ne fait pas perdre le président du PRP la liberté de dénoncer quand la démarche des uns et des autres ne sied à la règle de bienséance démocratique. C'est pourquoi d'ailleurs il s'insurge contre le point n°2 du récent Accord politique auquel sont parvenues la mouvance présidentielle et l'UFDG, et qui veut que la désignation des chefs de quartiers et de présidents de districts soient faite au prorata des élections communales. C'est-à-dire que ces derniers soient désignés au lieu d'être élus. « Pour nous, c'est un grand recul démocratique. On ne peut pas se battre pour l'avancement de la démocratie et qu'on concède

un tel recul. Comment voulez-vous que ces chefs de quartiers et présidents de districts soient redevables au peuple, rendre compte aux citoyens s'ils ne sont pas l'émanation directe de ceux-ci? », s'interroge-t-il. « Ce système, si nous l'appliquons, va déstabiliser fortement l'administration publique. Figurez-vous que tous les chefs de quartiers et présidents de districts qui obéiront à l'opposition, quand l'opposition demandera de ne pas aller au travail, ils vont automatiquement suivre le mot d'ordre. Où sera donc l'autorité de l'Etat ? Il faudrait qu'ils soient élus. Même si le président de la République n'aime pas la tête de tel ou de tel autre, mais puisqu'ils sont élus par le peuple, cela les garantit de leur légitimité », évalue le président du PRP.

Par Mady Bangoura

Affaire CIF, GDC : Même si Mahmoud Thiam a été mis aux arrêts, la vérité ne peut changer de nom

Le mont Simandou et les mines guinéennes continuent de faire parler d'eux dans l'arène internationale. Et pour cause ?

L'avenant de la troisième République a été marqué notamment par la navigation à vue dans la gestion de la chose publique. La révision des contrats et conventions dont la procédure a été qualifiée de vaste complot contre l'investissement minier, a été enveloppée de scandales sans précédent de corruption et d'extorsion de fonds impliquant des hauts responsables de l'Etat ainsi que des proches du chef de l'Etat lui-même cité tout récemment dans une révélation de la chaine francophone France24. Ainsi donc, la semaine qui s'achève a été marquée par l'arrestation à New York, de Mahmoud Thiam, un ancien ministre des Mines sous le régime du CNDD, dont le principal chef le capitaine Dadis Camara a été écarté du pouvoir et placé en convalescence à Ouagadougou dans des conditions qui restent à élucider.

La vérité ne peut changer de nom

M. Thiam est accusé d'avoir fait un prétendu blanchissement de 8.5 millions de dollars US sur un prétendu deal contracté sur les mines avec un groupe de chinois. Mais la question qui mérite d'être posée aujourd'hui, est celle de savoir est-ce que le FBI – qui a été jusqu'à

une période récente une institution des plus fiables à travers la qualité de ses renseignements – fait actuellement du sérieux quand il aborde les questions minières sur la Guinée, ou bien s'en tient désormais aux ragots et prête le flanc à d'individus malveillants qui n'hésitent pas à lui filer de fausses informations. Puisque, à voir de près la chaîne de poursuites depuis Frédéric Cillins jusqu'à Samuel Mebiane, l'on peut estimer que le clan Soros profiterait bien des présumés soutiens de la haute hiérarchie américaine et guinéenne pour mâter tous ceux qui ne lui ont laissé faire son business en terre guinéenne, comme il le souhaitait depuis 2010. Sa guerre avec le milliardaire franco-israélien propriétaire de la société BSGR a fait des vagues. Des poursuites judiciaires aux relents de règlements de comptes ciblés, c'est au tour de l'ancien ministre des Mines qui n'a pas accepté l'offre de s'inscrire sur la liste des complices des sociétés étrangères faisant main basse sur les mines guinéennes, de payer le prix. Que les bien-obligés de Soros lui pointent du doigt et subitement le FBI l'accuse, ne surprend point qui connaît le fond du dossier ! Mais selon nos informations, ce dossier dont il est question aujourd'hui devant la justice américaine, a été monté de toute pièce plus des années durant. De Conakry à New York, la même chose a été dite et redite, écrite et réécrite, montée, démontée puis remontée. Tout d'abord, il a été voulu que ce ministre soit trimballé devant la justice internationale. Que

l'affaire soit très sale et qu'il porte sur le bradage de patrimoine national. Tenez-vous bien ! L'histoire a été fabriquée et devait accuser le ministre Thiam d'avoir contribué à faire brader et à s'approprier une île du côté de Kassa en Guinée. Par la suite, l'ampleur a été réduite. Il a été ramené à plonger M. Thiam dans une prétendue achat d'une villa en bordure de mer, chose proscrite par le Domaine public maritime guinéen (DPM). Comme cela ne suffisait pas pour le confondre, ce dossier a été mis de côté. Un autre portant achat d'un appartement à 2.5 millions de dollars US a été envoyé aux instances spécialisées dans l'investigation. Puis, il a été ajouté que l'homme Mahmoud Thiam s'est donné aussi le luxe de s'approprier une voiture à des milliers d'euros et de loger dans un appartement dans la commune de Dixinn à Conakry au coût de plus de 5000 dollars le mois (d'autres sources estiment qu'il s'agit de 12 500 dollars US). A l'époque, sachant bien évidemment que tout cela était insuffisant pour salir définitivement la réputation de M. Thiam, il a été fait courir une rumeur entre Hong-Kong, New York et Conakry selon laquelle un mandat d'arrêt international avait été décerné contre lui. Ce qui n'avait pas été dit, c'est qu'à l'époque, ces allégations et ces rumeurs étaient le fait d'un groupe d'intérêt incluant des responsables d'une entreprise minière présente en Guinée depuis Sékou Touré et de hauts responsables de l'administration Alpha Condé. Parmi lesquels, un actuel ministre qui fut aussi puissant ministre sous le régime du

général Lansana Conté. Ce haut responsable avait une peur bleue quand il a appris que Mahmoud Thiam était sur le point d'envoyer les dernières cartouches sur le dossier Simandou afin que toute la lumière soit faite sur l'imbroglio judiciaire qui continue encore de dérouler le tapis aux révélations croustillantes mettant à mal le régime.

La véracité des faits

A présent, posons-nous la question de savoir comment Mahmoud Thiam peut-il bénéficier de 8,5 millions de dollars US en pots-de-vin avec les structures CIF (China international fund) et GDC (Guinea developpment corporation). Selon nos sources, les documents que la police fédérale américaine brandit sont touffus d'erreurs. Ceci est le fait de baraka et démontre que Dieu ne dort pas dans un complot ourdi contre un patriote qui n'a fait que servir son pays d'origine. Et pour quoi ? Tout simplement, parce que la signature s'y trouvant ne vient pas de l'ancien ministre Mahmoud Thiam. En flash-back, on peut aussi se rappeler ce que fut le cas dans l'affaire BSGR où les agents de la même structure avaient produit des photocopies qui

étaient à la disposition de la fabulatrice de Mamadie Touré. Et puis, pour conclure cet article, nous pouvons écrire sans risque de nous tromper que comme le fait le FBI avec les documents, les adversaires de M. Thiam peuvent continuer à brandir le compte bancaire qu'ils l'attribuent. La justice ayant acquis depuis des siècles ses lettres de noblesse au pays de l'Oncle Sam, elle démontrera en public que les enfants de l'ancien ministre guinéen ont toujours eu à étudier dans l'établissement d'enseignement qui fait partie des plus respectés et des plus convoités des Etats-Unis. N'en déplaise aux aigris, le dépit envieux des jaloux ne peut souiller la baraka des enfants du bon Dieu ! Dans ce dossier, s'il est vrai que le ministre que fut M. Thiam n'a jamais trompé le peuple guinéen durant son magistère, tout finira par se savoir. Et le mensonge de ses adversaires aussi grossier soit-il finira par fondre comme beurre au soleil devant la douce et tendre lumière de la véracité des faits. Vivement le verdict final !

Par Ibrahima N'Diaye

le populaire

Suivez le journal qui vous ressemble sur [Facebook](#)



cliquez pour entrer dans le réseau Facebook.com/Le-populaire-conakry

DOCUMENT Urgences dans le cadre de l'organisation de la CAN 2023 en Guinée

Il y a lieu de rappeler et d'insister sur le fait que la CAN 2023 est un défi économique, social et sportif. Son organisation est soumise à des impératifs de responsabilité, de moralité, de capacité et de compétence. Force est de constater que les habitudes persistent car, la vision et la prise en compte des contraintes ne présage pas une réussite parfaite.

Passons en revue certaines contraintes:

1. Il est évident que la réalisation des infrastructures de ce genre devrait être en bonne place dans les programmes du Gouvernement. Or, aucune institution n'a cru devoir prévoir la CAN dans les objectifs au profit d'un pilotage à vue. Il vous souviendra que la nouvelle loi des finances présentée par le Gouvernement et qui vient d'être promulguée n'a pas pris en compte ne serait-ce que la part du financement relative au fonctionnement du Comité d'Organisation de la Coupe d'Afrique des Nations 2023 à plus forte raison les milliards de dollars indispensables pour l'organisation d'une CAN réussie ; il en est de même du Plan National de Développement Economique et Social -PNDES Horizon 2020 en préparation sous l'égide du Ministère du Plan qui lui-même est confronté à des actions similaires d'autres départements sous des noms et des objectifs qui amusent la galerie;

2. Tous les guinéens qui ont le minimum de connaissance de ce que représente une organisation d'une Coupe d'Afrique des Nations peuvent estimer les montants nécessaires à la réalisation des infrastructures principales, annexes et connexes et qui devront booster le développement effectif de la Guinée. Pour les besoins d'information du public et pour ceux qui se battent bec et ongles pour appartenir vaille que vaille au COCAN, il est important de savoir que le Budget National de Développement ne peut assurer ces financements pourtant indispensables et que celui qui souhaite s'y engager devra avoir non seulement les compétences, les relations et les pouvoirs pour trouver la méthode appropriée de réalisation des infrastructures et la mettre en pratique. Tous les guinéens, surtout les médias devraient suivre avec toute l'exigence recommandée les réalisations et à temps des travaux indexés ;

3. Le temps n'attend pas et il serait inacceptable d'attendre la dernière minute pour bâcler les travaux et échouer l'organisation. Le décret de création du COCAN n'a pratiquement pas besoin de durer tout ce temps pour être meublé ; même s'il ne faut pas occulter la difficulté de choisir les compétences lorsque les incompétences et le népotisme prennent la vedette. Nous sommes maintenant à 84 mois du début des compétitions et combien de temps il faudra pour la réalisation des infrastructures qui devraient se baser sur les entreprises guinéennes qui doivent être les premières à bénéficier des retombées. Nous présentons ci-dessous textuellement le document relatif à l'organisation de la CAN que Monsieur Thierno Saïdou DIAKITE et moi-même avons produit en participation citoyenne.

BONNE LECTURE

L'organisation de cette CAN devrait pouvoir exclure les mauvaises habitudes de laxisme, de népotisme et de favoritisme qui gangrèment certains comportements quotidiens. L'implication de toute personne et de toute structure devra impérativement prendre en compte cette considération.

Le point de départ de l'organisation de cette CAN est la signature du décret de création du Comité d'Organisation de la Coupe d'Afrique des Nations COCAN 2023. Ce qui est fait par décret n° D/

2016/300/PRG/SGG portant création du COCAN 2023. C'est le comité d'organisation et seulement lui qui est en charge de la stratégie et de tous les aspects qui peuvent concourir à sa réussite.

1) STRATEGIE

Ledit comité autonome sera suivi par une structure relevant de la primature pour le respect de l'éthique et des délais. La stratégie devra concevoir une amélioration de nos capacités de mobilisation et d'utilisation efficiente des ressources disponibles auprès des partenaires bi et multilatéraux et développer un Partenariat Public Privé dans la mobilisation des ressources financières, l'exécution des travaux et la gestion des infrastructures. A l'instar du Programme déployé par le Président de la République avec la Chine, nous solliciterons de dispositions quasi similaires avec d'autres pays identifiés qui ont manifesté cette volonté à travers le secteur privé et des garanties de l'Etat et d'autres modes qui viendront de certaines réformes dont le but est l'amélioration des ressources extra budgétaires et des réserves de change.

2) INFRASTRUCTURES DE LA CAN

Les infrastructures à réaliser sont les stades de compétitions et d'entraînements, les constructions annexes, les réceptifs (aéroports, routes, hôtels, etc.) et les constructions supplémentaires (stades, écoles, etc.). Les infrastructures de la CAN sont financées par le biais de la coopération bi et multilatérale et le secteur privé. A titre indicatif, les sites et les propositions de réceptifs suivants peuvent être envisagés pour répondre parfaitement aux exigences du cahier de charges de la CAF, et conditions de réussite de la CAN et se poursuivre en synergie avec les autres secteurs en vue d'atteindre nos objectifs de développement :

1. Site de Conakry

Stade de compétition : stade du 28 septembre et le stade de Nongo
Stade d'entraînement : Annexe du 28 septembre-stade de la mission à Kaloum - stade de Coléah - stade de Bonfi - centre technique de Nongo
Salle de musculation et fitness : aux environs ou au sein de chaque stade
Aéroport : de Maferinya – Routes : de Maferinya à l'aéroport Gbessia et aux différents stades et hôtels

2. Site de Labé

Stade de compétition : stade Saifourlaye Diallo
Stade d'entraînement : à Dalaba et à Pita
Hôtels : 6 - Villas 20 - Restaurants : 2 - cliniques : 2
Salle de musculation et fitness : 3
Aéroport : de Labé – Routes : de Conakry à Labé via Boffa et de l'aéroport de Labé aux différents stades et hôtels

3. Site de Kankan

Stade de compétition : stade de Kankan
Stade d'entraînement : 2
Hôtels : 4- Villas 16 - Restaurants : 2 - cliniques : 2
Salle de musculation et fitness : 3
Aéroport : de Kankan – Routes : de Labé à Kankan et de l'aéroport de Kankan aux différents stades et hôtels

4. Site de Zérékoré

Stade de compétition : stade de Zérékoré
Stade d'entraînement : 2
Hôtels : 4- Villas 16 - Restaurants : 2 - cliniques : 2
Salle de musculation et fitness : 3
Aéroport : de Zérékoré – Routes : de Kankan à Zérékoré et de l'aéroport de Zérékoré aux différents stades et hôtels

5. Site de Boké

Stade de compétition : stade Préfectoral du 1er mai
Stade d'entraînement : à Kamsar et à Boké
Hôtels : 6-Villas 20-Restaurants:2 - cliniques : 2 Salle de musculation et fitness : 3

Aéroport : de Boké – Routes : de Conakry à Boké et de l'aéroport de Boké aux différents stades et hôtels

6. Site de Kindia

Stade de compétition : stade de Kindia
Stade d'entraînement : 2
Hôtels : 4- Villas 16 - Restaurants : 2 - cliniques : 2
Salle de musculation et fitness : 3
Aéroport : de Kindia – Routes : de Conakry à Kindia et de l'aéroport de Kindia aux différents stades et hôtels

7. Site de Mamou

Stade de compétition : stade de Mamou
Stade d'entraînement : Mamou et Dalaba
Hôtels : 4- Villas 16 - Restaurants : 2 - cliniques : 2
Salle de musculation et fitness : 3
Aéroport : de Mamou – Routes : de Mamou à Labé, à Kindia et à Faranah ; de l'aéroport de Faranah aux différents stades et hôtels

8. Site de Faranah

Stade de compétition : stade de Faranah
Stade d'entraînement : 2
Hôtels : 4- Villas 16 - Restaurants : 2 - cliniques : 2
Salle de musculation et fitness : 3
Aéroport : de Faranah – Routes : de Faranah à Zérékoré voire de Faranah à Kankan et de l'aéroport de Faranah aux différents stades et hôtels

9. Toutes les préfectures seront dotées de stades d'entraînement

10. Cinq centres de formation comprenant trois tranches d'âge par centre. Certaines préfectures seront aussi dotées de complexes pour les disciplines qui y sont ou seront le plus pratiquées.

3) INFRASTRUCTURES DU COCAN

Ce sont les véhicules, les matériels et mobiliers et les autres aménagements du siège et tous autres moyens indispensables au fonctionnement du COCAN.

4) LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT DU COCAN

Le budget de fonctionnement comprend entre autres :

Salaires et charges sur salaires,
Les frais de communication, de publicité et autres,
Les fournitures de bureau,
Les assurances,
Les voyages et déplacements,
Les frais de formation,
Les frais de services de contrôle, de cabinet, d'audit y compris la part du suivi destinée aux services de la primature Etc.

Les infrastructures du COCAN et le fonctionnement du COCAN sont financés par les ressources locales. Les infrastructures sont financées une seule fois et le budget de fonctionnement est inscrit annuellement au budget national jusqu'à la fin de la CAN.

Une série de formation des jeunes à l'hébergement et la restauration sera dispensée à trois cent jeunes. Ce type de formation sera organisé pour deux milles jeunes et ses jeunes seront par la suite équipées pour des secteurs divers. Plusieurs infrastructures seront cédées au fur et à mesure et d'autres seront construites pour cession participant ainsi au développement immobilier et la construction de zones industrielles. Pour assurer le retour d'investissement des structures post CAN seront développées ; car, le grand problème guinéen est aussi celui de l'entretien et la maintenance des infrastructures. décembre 2016.

Par El Hadji Thierno Ousmane Ly

Ingénieur analyste financier

Consultant en Partenariat Public Privé

Tél : 628 299 716/ 664 299 716

Mail : ousmanediounouly@gmail.com

Communales en février 2017
L'opposition favorable à un nouveau report

Malgré son insatiable envie d'aller aux élections en février 2017 comme le prévoit l'Accord politique du 12 octobre 2016, l'opposition républicaine semble plutôt accepter l'idée d'un nouveau report pour les mois de mars ou avril.

Son porte-parole qui fait également partie du Comité de suivi de l'application de l'Accord confirme qu' «effectivement, le mois de février n'est pas tenable pour l'organisation des communales parce qu'il n'y a pas une volonté manifeste de la Ceni de nous accompagner dans la mise en œuvre de cet Accord». Au niveau du Comité de suivi, explique Aboubacar Sylla, il a été demandé à la Ceni de désigner deux représentants pour participer à la Commission chargée de l'audit du fichier électoral et de la préparation des élections communales. «La Ceni s'est abstenue de le faire. Elle a même répondu au ministre de l'Administration du territoire par un courrier pour dire qu'elle ne pouvait participer au nom d'une prétendue séparation des pouvoirs. Je ne sais au nom de quelle séparation. Vous et moi savons qu'il y a 3 pouvoirs dans une démocratie : c'est l'Exécutif, le Législatif et le Judiciaire. Donc, la Ceni n'est pas prête à participer aux travaux du Comité de suivi. Or, l'audit du fichier doit être fait par la Ceni. Même si c'est nous qui allons préparer le cahier de charges, mais c'est la Ceni qui a le mandat de procéder à cet audit du fichier et à faire le chronogramme des élections», enseigne le président de l'UFC. L'ancien ministre de la Communication évoque aussi l'arrivée tardive du projet de Code électoral à l'Assemblée. Alors qu'il était programmé dans le chronogramme de la session budgétaire au mois de novembre. Malheureusement, déplore l'opposant, «il arrive pratiquement en décembre. Même si on adopte le Code électoral, le temps qu'il soit promulgué et que la Cour constitutionnelle ait donné son avis juridique là-dessus cela nous amènera vers la deuxième quinzaine de janvier. Alors que vous savez que le président de la République a besoin de 60 jours pour convoquer le corps électoral lorsqu'il s'agit des élections communales. Et on voit que le délai n'est pas tenable». Le président de l'Union des forces du changement dit que l'opposition vérifiera pour savoir si ce retard n'est pas motivé par une intention manifeste de saboter l'Accord politique afin de pouvoir s'accommoder d'un glissement au maximum d'un mois ou de deux mois du calendrier électoral. C'est-à-dire que les élections se tiennent au mois de mars ou au plus tard en avril. Point barre.

Par Abdoul Malick Diallo



CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE

*L'assurance d'une vie bien protégée
La CNSS, l'institution qui garantit
les travailleurs et leurs familles*

Elle assure

Des indemnités de maternité et des prestations familiales
Des prestations en nature et en espèces, en cas d'accidents
du travail et maladies professionnelles
Des pensions de retraite de survivants et d'invalides
Des prestations de l'assurance maladie



Georges Weah chez Antonio Souaré La rencontre de deux légendes vivantes du football africain

Georges Weah le célèbre footballeur africain du Liberia a rendu visite ce jeudi 22 décembre 2016 à M. Antonio Souaré, PDG de Guinée Games et président du Horoya AC au siège de son club à la corniche sud de Matam à Conakry.

L'ancien international Libérien ne manquera pas de dire à M. Antonio Souaré qu'avant d'aller au sommet de la gloire, la première formation qu'il rencontrera a été le Horoya de Conakry. Alors qu'il jouait au MIGHTY BALLEOLS de Monrovia, les guinéens l'emporteront 4 à 0 à Conakry. Et au retour les libériens feront la différence sur le score de 4 à 1.

Puis l'aventure commencera pour Weah avec le Tonnerre de Yaoundé. Le Guinéen Elhadj Sidibé entre temps aura été son agent de joueur.

Du Cameroun au Milan AC l'homme fera l'unanimité autour de sa personne, de son style et de sa valeur sur le terrain. Flanqué d'un garde-corps au Milan AC, sa sécurité était réglée au millimètre. Après, il qualifiera le Liberia pour la CAN 1996 en Afrique du Sud et la CAN 2002 au Mali. Au plus fort moment de la guerre dans son pays, il n'hésitera pas à prendre en charge les implications financières liées au développement du football au Liberia.

balayé tout sur son passage et a été élu sénateur de Monrovia. Ce qui est un signe prémonitoire de ce qu'il pourrait faire comme résultat pour la prochaine présidentielle au Liberia.

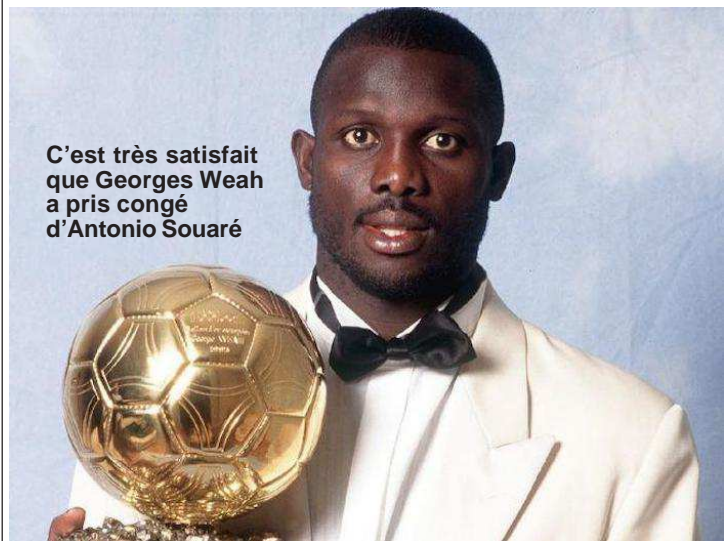
Après avoir dit tout le bien qu'il pensait d'Antonio Souaré, il a exprimé son souhait d'avoir un partenariat renforcé avec le Groupe Guinée Businesses Marketing (GBM), dont Antonio Souaré est le PDG.

Toujours disponible, Antonio Souaré fera preuve d'une large ouverture et lui dira pour sa part toute sa disponibilité dans le cadre de ce futur partenariat. Car, dira-t-il, c'est l'union qui fait la force. Et comme par le



Le président Antonio Souaré.

passé, la Guinée et le Liberia doivent toujours servir d'exemple dans le cadre des relations bilatérales et sous-régionales pour promouvoir les valeurs africaines dans tous les domaines.



C'est très satisfait que Georges Weah a pris congé d'Antonio Souaré

Très populaire dans son pays, il fera une irruption par effraction dans la politique. Battu deux fois de suite par Ellen Johnson Sirleaf, Mister Georges aura le temps de retourner dans les universités américaines pour accroître ces connaissances et parfaire son niveau.

Aujourd'hui, il est devenu sans doute incontournable dans l'échiquier politique libérien. Aux dernières sénatoriales, il a

C'est très satisfait que Georges Weah a pris congé d'Antonio Souaré en promettant de revenir dans les meilleurs délais pour visiter le centre sportif de Yorokogua à Dubréka dont on parle actuellement dans la plupart des capitales africaines.

Par Ibrahima Diallo
Directeur général de Liberté FM



Le Japon en fête

L'Empereur Akihito a 83 ans

Le peuple japonais, à travers sa représentation diplomatique basée à Conakry, a commémoré jeudi 8 décembre la fête nationale japonaise marquant l'anniversaire du 125e empereur du Japon, **Sa Majesté Akihito**, qui a fêté ses 83 ans le 23 décembre. C'était à la résidence de **SE Hisanobu Hasama**, en présence d'une forte délégation gouvernementale conduite par la cheffe de la diplomatie guinéenne, **SE Makalé Camara**.

La cérémonie a démarré par l'exécution des hymnes nationaux guinéen et japonais. Puis, s'en est suivie l'étape des discours. Dans son speech de circonstance, le diplomate japonais s'est réjoui du bon climat qui caractérise la coopération bilatérale qu'entretient son pays avec la Guinée.

Annonçant des perspectives heureuses pour la Guinée, SE Hisanobu Hasama a indiqué qu'il y a un nouveau dynamisme qui doit être impulsé en Guinée et qui doit se traduire concrètement, dans l'amélioration des conditions de vie des guinéens.

« Ce nouveau dynamisme s'illustre actuellement par la reprise des travaux du pont de Kaaka, à la sortie de Coyah, que le Japon finance et qu'une entreprise japonaise est en train de construire, et dont l'achèvement est prévu en juin prochain, dans six mois. En plus de la construction du pont de Kaaka, de nouveaux projets sont en cours d'étude pour la concrétisation dans plusieurs domaines. L'année prochaine, nous prévoyons ainsi de réaliser l'aménagement du port de pêche artisanale de Kaporo, la construction de bâtiments d'écoles primaires à Conakry, la réalisation des bâtiments du centre de formation des instituteurs de Mamou, etc. », a-t-il énuméré.

Dans son discours-réponse, **Mme Makalé Camara** a tout d'abord évalué à sa juste valeur la présente cérémonie qui, à ses dires, est le reflet de l'attention toute particulière que nos deux gouvernements accordent

au renforcement et à la pérennisation des traditionnels liens d'amitié et de coopération existant entre le Japon et la République de Guinée.

Les nouveaux projets initiés dans les domaines de la pêche, de l'éducation, de la santé, des infrastructures et autres, démontre à souhait l'excellence et la solidité de nos rapports de coopération. Tout ce qui illustre ici la qualité de cette belle coopération. Le gouvernement guinéen s'en félicite à juste raison et se réjouit du lancement de nouveaux projets au profit des populations guinéennes.

Conscient de la participation dynamique et significative du Japon au développement de la Guinée, le directeur général de l'Office guinéen de publicité (OGP), **Paul Moussa Diawara** s'est félicité des infrastructures ultramodernes dont le peuple japonais ne cesse de doter la Guinée, mais aussi sa participation financière et technique, notamment en période d'Ebola.

« Le Japon est l'un des rares pays qui participent de façon gratuite au développement du secteur de la pêche. Et au-delà de tout cela, les relations entre la Guinée et le Japon datent de très longtemps. Donc, nous sommes là pour souligner avec force cette relation. C'est pourquoi nous sommes très heureux d'être pour formuler notre souhait de voir se pérenniser davantage ces relations au bénéfice de nos deux peuples », a indiqué pour sa part le ministre des Pêches, de l'aquaculture et de l'économie maritime, **André Loua**.

Vieille de plusieurs décennies, les relations amicales entre le Japon et la Guinée ont commencé dès le lendemain de l'indépendance de la Guinée, en 1958.

Depuis l'ouverture de l'Ambassade guinéenne à Tokyo en 1972, et celle de l'ambassade japonaise à Conakry il y a 40 ans, les relations amicales, diplomatiques et politiques entre les deux gouvernements deviennent de plus en plus fortes, ainsi que les relations entre les deux peuples. Et constituent une base solide pour se projeter dans l'avenir, et pour le raffermissement toujours plus étroit des liens entre le Japon et la Guinée qui partagent des valeurs communes, notamment la liberté, la démocratie, le respect des droits de l'Homme et l'Etat de droit.

Par Mady Bangoura

le populaire

Suivre le journal qui vous ressemble, c'est possible !



RDV maintenant sur Twitter
@LEPOPconakry



Traité de taupe, Fodé Oussou Fofana dit ne pas réagir aux débats de caniveau.

Décidément, rien ne va plus entre le principal parti d'opposition et les Nouvelles forces démocratiques depuis l'expression par le parti dirigé par Mouctar Diallo de briguer la mairie de Ratoma qui reste une chasse gardée de l'Ufdg. Toutes les occasions sont désormais opportunes pour que les deux alliés s'attaquent par médias interposés. Récemment, le président du groupe parlementaire Les libéraux démocrates a été présenté par les Nouvelles forces démocratiques (Nfd) comme une taupe de la mouvance présidentielle au sein de l'opposition à laquelle s'identifie fièrement Fodé Oussou Fofana.

Une accusation somme toute gratuite que le mis en cause banalise et assimile à un débat qui n'en vaut pas la peine.

« En ma qualité de vice-président de l'Ufdg, je n'entre pas dans des débats vraiment de caniveau. Je ne réponds à ça. Je suis vice-président de l'Ufdg, président du groupe parlementaire Les libéraux démocrates, deux fois de suite directeur de campagne de Cellou Dalein Diallo. Je reste là », a confié l'honorable Dr Fodé Oussou Fofana qui s'exprimait dans Les Grandes Gueules de la radio Espace FM ce mercredi 21 décembre.

« Ce que je voudrais par contre préciser et qui est fondamental par rapport à Mouctar Diallo, il faut que ça soit très clair. Il est inscrit sur la liste de l'Ufdg en 4e position. Donc, c'est un député de l'Ufdg à l'Assemblée nationale. Pour un peu d'honneur et de dignité, je lui demande humblement de démissionner de ce poste, s'il n'est pas député de l'Ufdg et qu'il soit remplacé par quelqu'un d'autre qui est de l'Ufdg. Parce qu'il n'y a pas député Nfd à l'Assemblée nationale », a-t-il coupé court.

Par Mady Bangoura

Sagesse

1 Il est une façon infaillible d'arriver à connaître les bons et les mauvais côtés de quelqu'un : être entassés ensemble sur un petit voilier d'une sécurité incertaine.

2 David Niven
(Etoiles filantes)

3 On peut désirer par amour-propre être délivré de l'amour-propre, on peut désirer l'humilité par orgueil ; il y a toujours en nous un certain fond et une certaine racine qui nous demeurent inconnus et impénétrables.
Pierre Nicole

Affaire Sobragui: Richard Guilavogui sort de 9 mois de prison.

Pour avoir indexé la Sobragui dans une sale affaire de pollution, il avait été écroué à la prison centrale de Conakry à l'issue d'un procès rétentissant. Lundi 19 décembre dernier, l'environnementaliste **Richard Guilavogui** dirigeant l'ONG dénommée AGEMAF a été libéré après 9 mois et 10 jours de bagne. ■



Marco Bah en aparté avec Lama Sidibé, le samedi 17 décembre 2016 au stade de Nongo à Conakry.

Lama Sidibé rythme ses 20 ans de musique

Lama Sidibé a célébré ses 20 ans samedi 17 décembre 2016 de musique au stade de Nongo à Conakry. L'événement a été mis à profit par l'artiste chanteur venu de Mamou Horé fello pour remercier ses fans et les mélomanes qui ont fait de lui une star incontestée de la musique Haali pular de son époque. ■



FORMATION



INSTITUT DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES

« L'ECOLE DES ENTREPRENEURS »

AUTORISATION N°144/METFP-ET/DNETPP/144 - AGREMENT N° 35 81 /METFP-ET/CAB/DNETPP/15



PARTENAIRE DE L'ETAT & ET DES ENTREPRISES

FILIERES

- *MARKETING
- *BANQUE - ASSURANCE
- *TOURISME ET HOTELERIE
- *COMPTABILITE GESTION
- *INFORMATIQUE
- *GESTION LOGISTIQUE ET TRANSPORT
- *GESTION ADMINISTRATIVE DES COLLECTIVITES

PREPARATION AUX DIPLOMES D'ETAT

- DIPLOME DE TECHNICIEN SUPERIEUR 'DTS'
- BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR 'BTS'
- BREVET DETUDE PROFESSIONNEL 'BEP'
- LICENCE PRO (à l'étranger)
- BACHELOR (à l'étranger)
- MASTER (à l'étranger)

BOURSE D'ETUDE OFFERTE DANS UNE DE NOS ECOLES PARTENAIRE A LETRANGER

CYCLE DE FORMATION

3 MOIS

6 MOIS

12 MOIS

Contact:

+ 224 660 03 21 62

654 31 77 07

623 16 66 57

E-mail: gigaformation@gmail.com

BP: 1067 Conakry- C/Ratoma

Rond point Hamdallaye CBG

Guinée-West Africa

Penser grand, Commencer petit, Devenir Grand



CYCLISME: Le Tour de Guinée débute ce mardi à Siguiri

Lancement ce mardi 27 décembre de la première édition du Tour de cyclisme de Guinée.

Après les jeux régionaux qui ont regroupé plusieurs disciplines sportives à Boké et d'où l'on est sorti avec 8 disciplines olympiques, le ministère de la Culture, des sports et du patrimoine historique revient avec le **Tour Cyclisme de Guinée** dont le lancement est prévu ce mardi 27 à Kouroumalé, à la frontière guinéo-malienne. A Siguiri, les compétiteurs vont passer la nuit avant de continuer sur les 4 autres préfectures qui forment la région administrative de Kankan, notamment Kérouané, Mandiana et Kouroussa en passant par Kankan, pour terminer le mercredi 28.

Cette discipline sportive long-temps éloignée de la sphère sportive de la Guinée, regroupera 37 cyclistes de la région qui vont rivaliser d'ardeur sur une distance de 208 km. Un programme qui, selon le secrétaire général du ministère en charge des Sports, **Fodéba Isto Keira**, s'inscrit dans le cadre de la politique de divertissement du département dirigé par **Siaka Barry** qui, dans son programme, veut permettre à toutes les disciplines du sport de s'exprimer sur la scène nationale.

Une compétition que les autorités sportives du pays entendent pérenniser en l'élargissant sur les autres régions administratives que compte le pays. ■



Tham Camara fier représentant de la Guinée

Le chef du bureau Conakry du site *Guineenews.org* **Amadou Tham Camara** a posté cette photo le 9 décembre 2016 (où on le reconnaît en compagnie de ses collègues du Bénin et de la Côte d'Ivoire) lorsqu'il est allé représenter à Dakar le



Comité de normalisation du football guinéen à la séance de signature du partenariat média avec la chaîne américaine **FOX Sports** pour la relance du football dans les deux zones UFOA. ■



Avec Me Yaya Théa de la maison Théa Couture (vice-président du Gsmcg) la mode et le défilé Guèssé émerveillent la Guinée et le monde.

MODE La Guinée fait une brillante prestation au FIMA

C'est sous le thème "Education et industrie pour une Afrique de métissage et de paix" que s'est tenue du 16 au 17 décembre 2016 à Agadez, en République du Niger la 10^{ème} édition du Festival international de la mode africaine (FIMA).

Organisée tous les ans par le styliste nigérien de renommée planétaire Alphadi, l'édition de cette année a été rehaussée de la participation effective de la Guinée à travers le Groupement des stylistes, modélistes et créateurs de Guinée (Gsmcg), ainsi que d'autres invités et mécènes.

Une manifestation à laquelle le vice-président du Gsmcg, **Me Yaya Théa** de la maison Théa Couture a apposé l'empreinte guinéenne, notamment par le biais du défilé VIP auquel il a pris part avec d'autres plus grands stylistes de la mode mondiale.

A ses côtés, sa compatriote de Top Model, Mlle Nathalie Tolno de l'agence Guèssé qui a brillé de tout son éclat lors du concours *Top Model Fima 2016*.

Une brillante participation facilitée grâce à l'accompagnement et à l'implication personnels de l'ambassadeur du textile guinéen, Kerfala Camara KPC à qui les panélistes témoignent leur profonde gratitude pour son combat dans la promotion et la défense du patrimoine vestimentaire guinéen.

Par Mady Bangoura

Fête des lumières dans la capitale Une initiative du gouvernorat de Conakry

L'initiative du gouverneur le **Agénéral Mathurin Bangoura**, depuis mardi 20 décembre, les 5 communes de la capitale Conakry vivent la première fête des lumières. « Cette inspiration m'est venue à travers les différents voyages que j'ai effectués à l'étranger. J'ai remarqué que dans tous les autres pays, à partir du 1^{er} au 10 décembre, on prépare la fête de fin d'année. C'est pour cette raison que la date du 20 décembre a été retenue pour le lancement de la fête des lumières à Conakry », a dit le gouverneur Bangoura. L'initiative permet aux familles de réduire les longs déplacements pendant les périodes de fêtes de fin d'année. « Si chaque année les parents avaient l'habitude d'amener les enfants au Jardin du 2 octobre pour terminer la fête en beauté, cette fois-ci, ils resteront simplement dans leurs communes respectives ». Dans ce sens, les journées du 25 et 26 décembre sont consacrées aux tout-petits. Le père Noël était attendu

pour offrir des cadeaux aux enfants dans les ronds-points et autres carrefours de la capitale. A l'occasion, il était prévu un lot de 500 cadeaux à distribuer en cette année inaugurale de la fête des lumières à Conakry.

Par Aissatou Diallo



IN MEMORIAM

26 décembre 1999 – 26 décembre 2016



Souvenons-nous de **Mody Sory Barry**, mari et père aimant, fonctionnaire consciencieux, ami fidèle, compagnon de l'indépendance. Patriote exemplaire, le défunt est un pionnier de la politique énergétique de la Guinée. Il fut le tout premier à expérimenter et commercialiser l'énergie solaire. Quelques années avant sa mort, il avait réussi à installer sur les lampes tempêtes une batterie solaire. Une invention qui allait certainement soulager la vie des populations en zone rurale. Prions pour le repos de son âme.

vox africa



Abidjan capitale du
film francophone

VOX NEWS

Retrouvez Victoire Eyoum, Pierre-Luc Roy,
Heridel Ntema et la rédaction de VoxNews
du lundi au vendredi à 19h30 GMT

LA TÉLÉVISION PANAFRICAINE PAR EXCELLENCE

SFR
555

free
475

Bbox
661

LES ROUGES
CANAL+
33

numericable
288

DARTY BOX
650

zuku
824

sky
218

DStv
191

GOLV
16

vox africa

@VOXAFRICA /VOXAFRICA

www.voxafrica.com



Petit Kandia exhibe son trophée.

Trophée Mory Kanté

Petit Kandia sacré meilleur chanteur 2016

Honorer les méritants de leur vivant, c'est le nouveau credo en Guinée. Le trophée rebaptisé du célèbre nom de **Mory Kanté** en est un. Petit Kandia est le premier récipiendaire.



Petit Kandia, Mory Kanté et Ibrahima Marco Bah.

Le journal culturel *Podium magazine* a procédé à la remise du trophée *Top5 de Guinée* à l'artiste **Petit Kandia**. La cérémonie a eu lieu au CCFG mardi 20 décembre 2016, 20 heures. Les membres de la troupe Djéré Fouta, tous en vêtements traditionnels peul, montent sur scène. Djouma Laali entonne la célèbre chanson *ba yo - ba yo*. Résultat d'une parfaite symphonie entre sa voix et les 5 instruments traditionnels (*le tam-tam, le tambin, le tounni, le laala et le nguenguédou*). C'est la douce mélodie de la musique foutanienne. Une demi-heure après, le groupe *Conakry Cocktail* fait son entrée. Une partie de

Wassolon sur fonds jazz se termine par une salve d'applaudissements.

21 heures. Speech d'Ibrahima Marco Bah, directeur général de *Podium magazine*. Pourquoi un trophée Mory Kanté? Tout à commencé, explique Marco, pendant le concert *bye-bye Ebola* en 2015 au Palais du peuple. Ce jour-là, se souvient le journaliste, il est venu trouver l'artiste Mory Kanté assis sur une chaise banalisée pendant que le sénégalais Youssouf Ndour était sous une tente climatisée. Cette image lui est restée gravée dans la mémoire. C'est ainsi qu'il a décidé de créer un trophée dénommé Mory Kanté pour récompenser les artistes chanteurs et par la

même occasion rendre hommage à l'auteur de la très célèbre chanson "Yékéké". Instant-pause. Puis, on dévoile les récipiendaires. L'animateur culturel Mohamed Max Camara, Leonardo Vaquero, DG de Palm Camayenne, Karamba Dioubaté "Ta Karamba" reçoivent des satisfécits pour leur implication dans la promotion de la culture guinéenne. Et Soul Bang's, le R&B Boss lauréat du prix découverte découvertes RFI s'adjuge le prix spécial de la rédaction du journal *Podium magazine*. Retour de Djéré Fouta sur scène. Applaudissements du public. L'effervescence gagne toute la salle. Mory Kanté, Petit Kandia et Soul Bang's rejoignent la troupe sur le podium. Chacun chante en poular et passe le micro. C'est l'apothéose pour cette troupe dont le plus jeune membre est quadragénaire. Pause. Marco fait appel à Mory Kanté sur le plancher qui remet solennellement le trophée baptisé en son nom à Petit Kandia. L'heureux récipiendaire exprime toute sa satisfaction de recevoir ce prestigieux trophée des mains de l'artiste international Mory Kanté.

Par Abdoul Malick Diallo

Honorable membre de la communauté guinéenne de New York

Ibrahima Loss Fofana, l'humanitaire né

Ibrahima Loss Fofana s'est fait remarquer par ses gestes de bonne volonté à l'endroit de la communauté africaine et guinéenne de New York pour ses efforts dans l'insertion socioéconomique et culturelle. Cette bonté est devenue sa première vocation.

Cette bienfaisance, Loss l'a hérité de son défunt père Elhadj Yaya réputé pour son humanisme, mais également de sa mère Hadja Djenaba qui lui procure de ses bénédictions. Pour rappel, son père natif de la ville sainte de Dabola à Konindou, fut un célèbre diamantaire guinéen qui a fait fortune en Sierra Leone dans les années 1970. Le jeune Ibrahima Loss Fofana quitte Freetown en 1987 pour les Etats-Unis où il bénéficie d'une licence en Administration des affaires. C'est après ses études universitaires qu'il bâtit sa propre compagnie **Abe Delivery** basée à New York, et grâce à laquelle plusieurs compatriotes guinéens et d'autres origines africaines se sont affranchis. Une des premières entreprises à donner de l'emploi décent à la diaspora.



En février 2017, Ibrahima Loss Fofana sera à Conakry. Il profitera de son séjour pour lancer officiellement les activités de sa fondation à Conakry.

Pour diversifier ses activités, il crée un restaurant africain dénommé *Café 2115* à New York. C'est là que la guinéenne Nafissatou Diallo a fait ses premiers pas. Le restaurant a également accueilli Alpha Condé à chaque fois qu'il se rendait à New York.

Grâce à l'effort de son épouse Mme Fofana Makouta Kamara, la fondation **Loss Ambassadeur Humanitaire** a vu jour.

Cette fondation, sous l'égide de Mme Fofana, œuvre pour la lutte contre la faim, fait la promotion de la scolarité des enfants, des femmes et soutient les déshérités. La fondation pose des actes comme *Journée sans faim* par le biais duquel il offre des vivres aux personnes en difficulté à New York tous les vendredis depuis 10 ans. Ensuite, l'action *Sauvons l'Afrique* via laquelle il fait des dons pour la Guinée, la Sierra Leone et d'autres pays africains. La fondation appuie également des artistes africains dans le but de promouvoir cette culture à l'internationale.

M. Fofana se rendra en Guinée sur invitation de **Gnomassé Daffé** la présidente du groupe *Gnouma Communication* en février 2017 pour recevoir un prix honorifique lors de l'édition de l'événement intitulé: *La Personnalité préférée des Guinéens*.

Par Ahmed Tidiane Diallo



CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE

*L'assurance d'une vie bien protégée
La CNSS, l'institution qui garantit
les travailleurs et leurs familles*

Elle assure

Des indemnités de maternité et des prestations familiales
Des prestations en nature et en espèces, en cas d'accidents
du travail et maladies professionnelles
Des pensions de retraite de survivants et d'invalides
Des prestations de l'assurance maladie



Invitation à lire le quotidien en ligne

lecourrier
deConakry.com

L'information citoyenne

www.lecourrierdeconakry.com

Courriel: lecourrierdeconakry@gmail.com



MAJ-AFRIQUE INTERNATIONAL

Centre Panafricain de Conseil, d'études et de Renforcement des Compétences

Formation Continue – Conseil – Etudes – Accompagnement

Extenseur des Capacités-Leader de la formation sur-mesure



Siège Social : Croisement Bd Mohamed VI & Bd la Résistance – Quartier Gironde - 70 Rue Libourne,
Immeuble Résidence du Centre 4e étage Bureau N° 013_ 20000, Casablanca Mers Sultan-Maroc.

CONTACTS A CASABLANCA

Tel: +212 5 22 45 14 74_ Fax: +212 5 22 45 14 57/ GSM: +212 6 67 10 12 60 /+212 6 70 68 61 70

E-mail: contact@majafrique.com Site Web: www.majafrique.com

CONTACT A CONAKRY

Gsm : +224 622 30 46 84 / 669 37 24 48

Email : scama84@yahoo.fr



El Hadj SEKOU CAMARA
Directeur Délégué
GUINEE CONAKRY

Retrouvez en live toute l'actualité politique, sportive, culturelle et people
Guinéenne en photos et vidéos.

A retrouver sur Facebook et Twitter : conakrylemag

www.conakrylemag.com

contact@conakrylemag.com



ONAKRYLEMAG.com
ACTUALITÉS GUINÉE

**BAR ADMIRABLE
PLEIN AIR**

Un cadre idéal pour
les grandes retrouvailles

**Chez Tonton
Dacky**

Rendez-vous à
Kissita
GBESSIA CITÉ DE L'AIR
SUR LA T2 AÉROPORT - CHÂTEAU D'EAU
TÉL: 622 98 78 36

Bar de 50 places
Terrasse couverte pour votre confort
Plein air de 150 places pour non-fumeurs

**ACTU
CONAKRY**

LA RÉFÉRENCE DE L'ACTUALITÉ GUINÉENNE SUR LE WEB

L'information guinéenne, c'est sur
www.actuconakry.com

Tel: +224 622 56 56 67

+224 657 36 36 26

E-mail : actuconakry@gmail.com



Guinée Games

Million wan waran



9H00

Terre à Terre
11H30



12H00

BANNA BELE BELE
13H30



15H00

BINGO- NAFA-DIAMANT-WINI-
HERI-NATIONAL-JACKPOT
18H00

6 Tirages par jour

42 Tirages par semaine

168 Tirages par mois

2190 occasions par an de devenir **MILLIONNAIRES !**



LOTO 5/90